

**CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES RELATIFS À  
LA FORMATION DE JOURNALISTES À LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION  
EN AMÉRIQUE DU SUD**

**PROJET FORMATION DES JOURNALISTES ET  
LUTTE CONTRE LA DESINFORMATION EN AMERIQUE DU SUD  
n°[code de Phase PPA]**

**CAHIER DES CHARGES**

**REMARQUE A L'ATTENTION DES SOCIETES CANDIDATES**

**Sur l'Article 7.4. Devises** : À la fin de la procédure de consultation et avant la signature du Contrat (mise au point), la devise utilisée dans le cadre du Contrat pourra être modifiée pour correspondre à celle du compte bancaire du Prestataire attributaire (ex : USD, JOD, CFA...).

Par exemple, dans le cas où le Prestataire dispose d'un compte en USD, le Contrat peut être, avant la signature, établi en USD et ce afin de faciliter les transactions bancaires et les démarches comptables. Dans ce cas, CFI modifiera cet article.

**L'offre de la société candidate doit être présentée en euros.**

## SOMMAIRE

<b>CONDITIONS PARTICULIERES .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 1. 1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS .....</b>	<b>4</b>
1.1. Définitions .....	4
1.2 Abréviations.....	5
1.3 Interprétation .....	5
<b>Article 2. CONTEXTE.....</b>	<b>5</b>
2.1. Présentation de CFI .....	5
2.2. Présentation du Projet .....	5
<b>Article 3. OBJET DU CONTRAT .....</b>	<b>6</b>
3.1. Intitulé du Contrat .....	6
3.2. Prestations confiées au Prestataire.....	6
3.2.1. Description des Prestations .....	6
3.2.2. Méthodologie des Prestations.....	9
3.2.3. Profil(s) requis, qualification et compétences de l'équipe en charge de la réalisation des Prestations .....	9
3.2.4. Livrables et échéances .....	10
<b>Article 4. DUREE .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 5. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 7. PRIX.....</b>	<b>14</b>
7.1. Montant et forme des prix .....	14
7.2. Contenu des prix.....	14
7.3. Frais de mission .....	14
7.4. Devises.....	14
7.5. Prix en cas de sous-traitance .....	14
<b>Article 8. MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....</b>	<b>15</b>
8.1. Avances.....	15
8.2. Modalités de paiement .....	15
8.3. Présentation des factures.....	15
8.4. Délai de paiement .....	16
<b>CONDITIONS GENERALES.....</b>	<b>17</b>
<b>Article 9. PRINCIPES ETHIQUES DE CFI .....</b>	<b>17</b>
<b>Article 10. REPRESENTATION DES PARTIES.....</b>	<b>17</b>
10.1. Représentation de CFI .....	17
10.2. Représentation du Prestataire .....	17

<b>Article 11. SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>17</b>
<b>Article 12. SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 13. DECLARATIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>18</b>
13.1. Déclarations et garanties.....	18
13.2. Modification de la situation juridique ou économique du Prestataire .....	19
<b>Article 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>19</b>
14.1. Déclarations et garanties.....	19
14.2. Modification de la situation juridique ou économique du Prestataire .....	19
<b>Article 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>20</b>
15.1. Propriété et exploitation des Résultats.....	20
15.2. Licence sur les Droits Préexistants .....	21
15.3. Garanties sur les droits cédés.....	21
15.4. Droits d’auteur .....	22
15.4.1. Droits de représentation .....	22
15.4.2. Droits de reproduction .....	22
15.4.3. Droit moral.....	23
<b>Article 16. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....</b>	<b>23</b>
<b>Article 17. TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES .....</b>	<b>24</b>
<b>Article 18. PROTECTION ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....</b>	<b>24</b>
<b>Article 19. SÉCURITÉ .....</b>	<b>25</b>
<b>Article 20. RESPONSABILITE .....</b>	<b>25</b>
<b>Article 21. ASSURANCE .....</b>	<b>25</b>
<b>Article 22. FORCE MAJEURE .....</b>	<b>25</b>
<b>Article 23. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES.....</b>	<b>26</b>
23.1. Règlement amiable.....	26
23.2. Droit applicable - Tribunal compétent .....	26
<b>Article 24. RESILIATION DU CONTRAT .....</b>	<b>27</b>
24.1. Principes généraux .....	27
24.2. Résiliation judiciaire .....	27
24.3. Résiliation .....	27
24.4. Résiliation pour un autre motif .....	27
24.5. Résiliation pour faute du Prestataire .....	28
24.5.1. Résiliation pour faute .....	28
24.5.2. Conséquences de la résiliation pour faute .....	28

## CONDITIONS PARTICULIERES

### **Article 1. 1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS**

#### **1.1. Définitions**

<b>Avenant</b>	Désigne le document écrit complétant et/ou modifiant les documents contractuels antérieurs et toujours en vigueur ; signé par les Parties.
<b>Bailleur(s)</b>	Désigne l'organisme ou les organismes qui apporte(nt) tout ou partie des fonds nécessaires à la réalisation de projets.
<b>CFI</b>	Désigne celui qui achète les Prestations. Sa dénomination sociale est : TRANSTELE CANAL FRANCE INTERNATIONAL.
<b>Contrat</b>	Désigne le présent Contrat de prestation de services et l'ensemble de ses annexes, qui forment un tout indivisible.
<b>Date d'entrée en vigueur du Contrat</b>	Désigne la date de réception, par le Prestataire, de la Notification du Contrat ou la date indiquée à la Notification.
<b>Notification</b>	Désigne l'action consistant à porter une information, un échange ou une décision à la connaissance de la ou des Parties par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. La date et l'heure de réception qui peuvent être mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la Notification.
<b>Partie(s)</b>	Désigne le Prestataire et/ou CFI, en qualité de Parties au Contrat.
<b>Prestataire</b>	Désigne l'entité pourvue de la personnalité juridique attributaire du présent Contrat. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le Prestataire désigne le groupement.
<b>Prestation(s)</b>	Désigne les prestations confiées au Prestataire dans le cadre du présent Contrat.
<b>Projet</b>	Désigne le projet « Formation des journalistes et lutte contre la désinformation en Amérique du Sud » mis en œuvre par CFI.
<b>Tiers</b>	Désigne toute personne physique ou morale autre que les Parties.
<b>Tranche ferme</b>	Désigne la tranche acquise par CFI et correspond aux neuf premiers mois à partir de la Date d'entrée en vigueur du Contrat
<b>Tranche optionnelle</b>	Désigne la tranche dont l'exécution est subordonnée à la décision de CFI de l'affermir, notifiée au Prestataire dans les conditions fixées par le Contrat.

## 1.2 Abréviations

<b>FAE</b>	Formulaire Acte d'Engagement
<b>BPU</b>	Bordereau des prix unitaires
<b>CC</b>	Cahier des Charges
<b>HT</b>	Hors taxes
<b>ONG</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>OSINT</b>	Open Source Intelligence

## 1.3 Interprétation

Dans le Cahier des Charges (CC), sauf stipulation contraire :

- Les titres donnés aux Chapitres, Articles et Annexes ont pour seul but d'en faciliter la lecture et ne sauraient avoir d'influence sur l'interprétation ou l'application des stipulations du Contrat et de ses annexes ;
- Les termes définis à l'Article 1. 1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS peuvent être employés indifféremment au singulier ou au pluriel lorsque le sens ou le contexte l'exigent ;
- Les renvois à un contrat ou autre document comprennent ses annexes ainsi que les modifications ou avenants dont le contrat ou le document a fait l'objet ;
- Les renvois faits à des articles, chapitres ou annexes doivent s'entendre comme des renvois à des Articles, Chapitres ou Annexes du Cahier des Charges
- Sauf mention contraire, les nombres de jours indiqués sont des jours calendaires.

## Article 2. CONTEXTE

### 2.1. Présentation de CFI

#### **Canal France International : une agence publique d'appui aux médias**

CFI agit pour favoriser le développement des médias partout dans le monde et en particulier en Afrique subsaharienne, en Amérique Latine, dans le monde arabe, en Amérique Latine, et dans les pays du voisinage de l'Union européenne. Au cœur de notre action : la lutte contre la désinformation, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, la protection de l'environnement, la promotion de la démocratie et de l'engagement citoyen. CFI est un opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et une filiale du Groupe France Médias Monde.

### 2.2. Présentation du Projet

Ce Projet part d'un constat partagé par divers acteurs régionaux et internationaux : la désinformation représente une menace directe au droit à l'information, à la délibération démocratique et à la confiance citoyenne en Amérique latine. Son impact est particulièrement aigu dans un contexte où, selon le Digital News Report 2024 de l'Institut Reuters, la confiance dans les nouvelles est faible (30% en Argentine, 32% au Chili, 45% au Brésil) et l'intérêt pour l'information a diminué de manière soutenue.

En Argentine, à titre d'exemple, l'intérêt pour les nouvelles a chuté de 32 points de pourcentage depuis 2017 et 45% des personnes interrogées déclarent les éviter activement. Simultanément, l'utilisation de plates-formes comme TikTok pour s'informer se développe : 27% des personnes interrogées au Pérou et 22% en Colombie déclarent s'informer par le biais de ce réseau social.

Ce changement dans les habitudes de consommation entraîne une plus grande exposition à des contenus décontextualisés, partiels ou directement faux, ce qui souligne les besoins à progresser dans les processus d'éducation aux médias et à l'information destinés à des publics divers. Dans ce contexte, le journalisme éthique, rigoureux et indépendant, ainsi qu'une société civile renforcée, sont des paramètres essentiels pour promouvoir une citoyenneté critique et active.

L'objectif de ce Projet est de **renforcer l'intégrité de l'information, la résilience des médias et les capacités de la société civile pour lutter contre la désinformation en Amérique du Sud.**

Ce Projet entend, à travers ses trois (3) composantes,

- Renforcer les capacités des journalistes (composante 1),
- Sensibiliser les jeunes au traitement de l'information dans l'environnement numérique (éducation aux médias et à l'information) (composante 2), et
- Outiller les organisations intervenant dans les secteurs des médias et de l'information (composante 3).

Il vise à soutenir une réflexion collective de la société civile sur l'intégrité de l'information, la liberté d'expression et la régulation des plateformes en favorisant le débats d'idées. Il permettra de soutenir la création d'une communauté régionale de journalistes, fact-checkers, organisations d'éducation aux médias afin de faciliter les échanges de bonnes pratiques, renforcer la résilience des populations locales face aux campagnes de manipulations de l'information et défendre l'agenda démocratique.

Le Prestataire interviendra sur la composante 1 qui a pour objectif le **renforcement de compétences des journalistes aux techniques de fact-checking, d'investigation numérique et des droits humains (environnement, sécurité des journalistes).**

### **Article 3. OBJET DU CONTRAT**

#### **3.1. Intitulé du Contrat**

Le présent Contrat est un contrat de prestation de services<sup>1</sup> relatif à la formation des journalistes à la lutte contre la désinformation en Amérique du Sud. Le présent Contrat est soumis aux dispositions du [Code de la commande publique](#).

#### **3.2. Prestations confiées au Prestataire**

##### **3.2.1. Description des Prestations**

Les Prestations confiées au Prestataire seront délivrées dans le cadre d'un Contrat comprenant une **Tranche ferme** pour la réalisation de Prestations attendues dans les neuf (9) mois qui suivent la Notification du présent Contrat et une **Tranche optionnelle** pour la réalisation de Prestations attendues dans les neuf (9) mois qui suivent son affermissement.

Les Prestations confiées au Prestataire sont les suivantes :

- 1. La préparation et l'animation de dix (10) formations de trois (3) jours en présentiel pour des journalistes généralistes (deux (2) formations par pays partenaire : Argentine, Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou). Cinq (5) de ces formations (une (1) par pays) seront délivrées dans le cadre de la Tranche ferme et les cinq (5) autres (une (1) par pays) dans le cadre de la Tranche optionnelle.**

Chaque formation réunira vingt (20) journalistes (soit deux cents (200) journalistes formés au total) et aura pour objectif de renforcer leurs compétences en matière de vérification de l'information et d'identification de fausses informations sur une ou plusieurs des thématiques suivantes : désinformation en période électorale ; désinformation sur l'environnement et le changement climatique ; sécurité physique et numérique des journalistes. Les thématiques pour chaque formation seront choisies parmi celles listées ci-avant par le Prestataire en concertation avec CFI, en fonction des contextes et enjeux spécifiques de chaque pays. Toutes les formations intégreront le genre comme grille de lecture des problématiques.

---

<sup>1</sup> Conformément à l'Article L. 1111-4 du Code de la commande publique

Le Prestataire sera sollicité pour identifier, par la diffusion d'un appel à candidature régionale ou par cooptation, des journalistes, et ce en complément des journalistes identifiés par les postes diplomatiques de la France dans les cinq pays concernés du Projet. La sélection des journalistes bénéficiaires dans chaque pays sera approuvée par un comité composé du poste diplomatique du pays concerné, du/de la responsable projet de CFI et d'une personne représentante du Prestataire. La procédure de sélection veillera à développer une communication spécifique en direction des femmes journalistes afin de renforcer le nombre de candidatures féminines et atteindre un ratio équilibré au sein des groupes de bénéficiaires.

Le Prestataire développera, adaptera et diffusera, après validation de CFI, l'ensemble du matériel de communication destiné à promouvoir et faciliter la mobilisation des journalistes bénéficiaires aux formations.

Le Prestataire assurera le renseignement, la mise à jour et la transmission des tableaux de suivi relatifs à la mise en œuvre des Prestations (suivi des présences des journalistes bénéficiaires, saisie des indicateurs de participation).

**2. La préparation et l'animation de dix (10) formations de trois (3) jours en présentiel pour des journalistes pratiquant le fact-checking (deux (2) formations par pays partenaire : Argentine, Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou). Cinq (5) de ces formations (une (1) par pays) seront délivrées dans le cadre de la Tranche ferme et les cinq (5) autres (une (1) par pays) dans le cadre de la Tranche optionnelle.**

Chaque formation réunira vingt (20) journalistes fact-checkers (soit deux cents (200) journalistes fact-checkers formés au total) et aura pour objectif de renforcer leurs compétences en fact-checking et en investigation numériques (OSINT) sur une ou plusieurs des thématiques suivantes : désinformation en période électorale ; désinformation sur l'environnement et le changement climatique ; sécurité physique et numérique des journalistes. Les thématiques pour chaque formation seront choisies parmi celles listées ci-avant par le Prestataire en concertation avec CFI, en fonction des contextes et enjeux spécifiques de chaque pays. Toutes les formations intégreront le genre comme grille de lecture des problématiques.

Les Prestations de formation, qui seront toutes délivrées en espagnol, seront assurées par un binôme de (2) personnes formatrices hispanophones et ayant une expérience professionnelle en Amérique latine.

Ce binôme apportera deux dimensions complémentaires :

- **Une dimension régionale (Amérique latine) en investigation numérique et fact-checking**, garantissant la cohérence de l'ingénierie pédagogique, l'animation globale des sessions et l'inscription du programme de formations dans une approche transnationale.
- **Une dimension locale liée au contexte médiatique du pays concerné**, permettant d'intégrer une compréhension fine des enjeux, des pratiques professionnelles et des spécificités linguistiques et culturelles afin d'adapter les contenus aux réalités spécifiques de chacun des pays.

Le Prestataire sera sollicité pour identifier, par la diffusion d'un appel à candidature régionale ou par cooptation, des journalistes, et ce en complément des journalistes identifiés par les postes diplomatiques de la France dans les cinq pays concernés du Projet. La sélection des journalistes bénéficiaires dans chaque pays sera approuvée par un comité composé du poste diplomatique du pays concerné, du/de la responsable projet de CFI et d'une personne représentante du Prestataire. La procédure de sélection veillera à développer une communication spécifique en direction des femmes journalistes afin de renforcer le nombre de candidatures féminines et atteindre un ratio équilibré au sein des groupes de bénéficiaires.

Le Prestataire développera, adaptera et diffusera, après validation de CFI, l'ensemble du matériel de communication destiné à promouvoir et faciliter la mobilisation des journalistes bénéficiaires aux formations.

Le Prestataire assurera le renseignement, la mise à jour et la transmission des tableaux de suivi relatifs à la mise en œuvre des Prestations (suivi des présences des journalistes bénéficiaires, saisie des indicateurs de participation).

**3. La préparation et l'animation de deux (2) formations en ligne au fact-checking à destination d'étudiantes/étudiants en journalisme, de personnes créatrices de contenus et de membres d'organisations de la société civile. Ces deux formations seront délivrées dans le cadre de la Tranche optionnelle.**

Ces (2) deux formations en ligne, au contenu identique, seront organisées chacune en cinq (5) modules de deux (2) heures. Elles s'adresseront à deux groupes d'au moins 250 personnes, chacun composés d'étudiantes et étudiants en journalisme, de personnes créatrices de contenus d'information et de membres d'organisations de la société civile. Elles viseront à leur transmettre les notions de base du fact-checking (identification des fausses informations et déconstruction des fausses informations). Le Prestataire mettra en place une communication multicanale afin de mobiliser les profils les plus pertinents, dans chaque pays, au sein des universités et des écoles de journalisme, des organisations de la société civile (OSCs) engagées sur les thématiques de droits humains, démocratie, environnement et lutte contre la désinformation et parmi les personnes créatrices de contenus. Le Prestataire devra transmettre à CFI la liste des personnes inscrites aux deux (2) formations afin que CFI vérifie que toutes les personnes inscrites appartiennent à l'une des trois catégories susmentionnées (établissement d'enseignement du journalisme, média, et organisation de la société civile). La procédure de sélection veillera à développer une communication spécifique en direction des femmes journalistes afin de renforcer le nombre de candidatures féminines et atteindre un ratio équilibré au sein des groupes de bénéficiaires.

Le Prestataire développera, adaptera et diffusera, après validation de CFI, l'ensemble du matériel de communication destiné à promouvoir et faciliter la mobilisation des personnes participantes aux formations.

Le Prestataire assurera le renseignement, la mise à jour et la transmission des tableaux de suivi relatifs à la mise en œuvre des Prestations (suivi des présences des personnes participantes, saisie des indicateurs de participation)

**4. La préparation et l'animation de deux (2) formations régionales de personnes formatrices à destination des professionnelles et professionnels des médias issus des cinq (5) pays (une (1) formation par an). La première de ces formations sera délivrée dans le cadre de la Tranche ferme et la seconde dans le cadre de la Tranche optionnelle.**

Chaque formation régionale réunira pendant deux (2) jours, en présentiel, quinze (15) journalistes des cinq (5) pays partenaires (trois (3) journalistes par pays), soit trente (30) journalistes formés au total si la Tranche optionnelle est affirmée.

Ces deux formations porteront sur les techniques de fact-checking et d'investigation numérique appliquées à la thématique des droits humains (environnement, sécurité des journalistes).

L'objectif de cette formation est de fournir aux personnes sélectionnées les outils et compétences pour sensibiliser à la désinformation les rédactions de leurs médias respectifs. Chaque formation visera également à favoriser une dynamique transnationale de partage d'information et de bonnes pratiques et à initier une communauté autour du projet.

Cette formation sera assurée par un binôme constitué de :

- **Une expertise en fact-checking, investigation numérique et droits humains**, avec la capacité de s'appuyer sur un réseau professionnel étendu en Amérique latine (médias, ONG,



organisations internationales). Cette dimension favorisera les mises en relation des personnes participantes et contribuera à l'émergence d'une communauté transnationale active autour du projet.

- **Une expertise en renforcement des capacités journalistiques en Amérique latine**, apportant une méthodologie pédagogique éprouvée et favorisant la création d'une dynamique de collaboration durable entre les personnes formées.

Le Prestataire sera sollicité pour identifier, par la diffusion d'un appel à candidature régionale ou par cooptation, des journalistes, et ce en complément des journalistes identifiés par les postes diplomatiques de la France dans les cinq pays concernés du Projet. La sélection des journalistes bénéficiaires dans chaque pays sera approuvée par un comité composé du poste diplomatique du pays concerné, du/de la responsable projet de CFI et d'une personne représentante du Prestataire. La procédure de sélection veillera à développer une communication spécifique en direction des femmes journalistes afin de renforcer le nombre de candidatures féminines et atteindre un ratio équilibré au sein des groupes de bénéficiaires.

Le Prestataire développera, adaptera et diffusera, après validation de CFI, l'ensemble du matériel de communication destiné à promouvoir et faciliter la mobilisation des journalistes bénéficiaires aux formations.

Le Prestataire assurera le renseignement, la mise à jour et la transmission des tableaux de suivi relatifs à la mise en œuvre des Prestations (suivi des présences des journalistes bénéficiaires, saisie des indicateurs de participation).

### 3.2.2.Méthodologie des Prestations

Lors de la préparation de chaque formation, le Prestataire fournira une **proposition de fiche de formation** qui comprendra les objectifs généraux, les objectifs spécifiques, les résultats attendus ainsi que le déroulé pédagogique. Le Prestataire présentera également des **questionnaires pré et post formation**. Tous ces éléments seront validés par CFI avant chaque formation.

**Dans le cadre des sessions de formation, le Prestataire élaborera et diffusera des fiches de bonnes pratiques et/ou des outils**, en espagnol, sur les techniques de fact-checking, d'investigation numérique et des droits humains (environnement, sécurité des journalistes) à destination des rédactions des médias participants.

La procédure de sélection veillera à développer une communication spécifique en direction des femmes journalistes afin de renforcer le nombre de candidatures féminines et atteindre un ratio équilibré au sein des groupes de bénéficiaires.

CFI fournira au Prestataire, par voie électronique, tout document qu'elle jugera pertinent pour comprendre les activités de CFI ainsi que les coordonnées des personnes pouvant être contactées.

Le Prestataire s'engage à n'utiliser les coordonnées et documents fournis que dans le cadre de l'exécution du présent Contrat.

### 3.2.3.Profil(s) requis, qualification et compétences de l'équipe en charge de la réalisation des Prestations

Le Prestataire s'engage à fournir une équipe adaptée consacrée à la réalisation des Prestations demandées.

Les Prestations décrites au présent Contrat seront réalisées par une équipe pluridisciplinaire hispanophone en adéquation avec les attendus listés ci-dessous :

### **Prestations de conception et d'animation de formations régionales**

Les Prestations devront être réalisées par des une équipe dédiée disposant d’une expertise confirmée (au minimum 7 années) dans le domaine du journalisme, du fact-checking, de l’investigation numérique (OSINT) et/ou des droits humains, ainsi que d’une expérience significative en formation de professionnel·les des médias ou d’organisations de la société civile en Amérique latine.

La langue de travail sera l’espagnol. Les membre de l’équipe dédiée assureront la qualité linguistique et la pertinence contextuelle des contenus produits.

Les membres de l’équipe dédiée exécuteront leurs missions en pleine autonomie et sous leur responsabilité, dans le respect des échéances et des résultats définis dans le présent Contrat.

### **Prestations d’expertise nationale**

Des Prestations d’expertise locale sont prévues pour accompagner la contextualisation et la mise en œuvre des formations dans chaque pays partenaire.

Ces prestations seront réalisées par des une équipe dédiée disposant d’une connaissance approfondie du paysage médiatique et des dynamiques d’information du pays concerné, d’une expertise confirmée (au minimum 5 années) dans le domaine des médias, du fact-checking et/ou formation en journalisme.

Les membres de l’équipe dédiée exécuteront leurs missions en pleine autonomie et sous leur responsabilité, dans le respect des échéances et des résultats définis dans le présent Contrat.

Le Prestataire s’engage à informer CFI sans délai de tout changement d’un membre de l’équipe affectée à la réalisation des Prestations, dès qu’il en a connaissance.

En cas de défection du personnel désigné dans l’offre technique du Prestataire ce dernier dispose d’un délai de quinze (15) jours à compter de cette défection pour proposer à CFI son remplaçant, dans le respect des profils et des conditions définis au présent Cahier des Charges (CC). En l’absence de proposition de remplaçant dans le délai imparti, ou si CFI n’agrée pas le remplaçant proposé pour insuffisance de ses compétences ou de son expérience, le Contrat peut être résilié par CFI pour faute du Prestataire.

Le remplacement de la ou du représentant du Prestataire ne peut en aucun cas entraîner une modification des conditions d’exécution du Contrat, notamment les prix ou les délais d’exécution des Prestations.

#### 3.2.4. Livrables et échéances

<b>LIVRABLES PERIODIQUES</b>	
<b>Type de livrables</b>	<b>Echéances</b>
<b>Tranche Ferme</b>	
<b>Rapport préliminaire et plan de travail</b> portant sur les Prestations de la Tranche ferme (Proposition détaillée de calendrier, méthodologie, outils et personnes expertes proposés pour animer les Prestations demandées)	Au plus tard deux (2) mois à compter de la Date d’entrée en vigueur du Contrat
<b>Matériel de communication et mobilisation</b> (Annonces, formulaires d’inscription, stratégie multicanale (universités, OSC, médias))	Au plus tard deux (2) mois à compter de la date d’entrée en vigueur du Contrat
<b>Plans pédagogiques</b> des formations pour les journalistes généralistes et des formations pour les journalistes-fact-checkers, et une fiche de formation par formation, détaillés par pays	Au plus tard un (1) mois avant la réalisation de chaque Prestation demandée
<b>Supports de formation</b> (présentations, fiches pratiques, exercices, questionnaire de connaissance pré-post formation) des formations pour les journalistes généralistes	Au plus tard dix (10) jours avant la réalisation de chaque Prestation demandée

<b>Supports de formation</b> et ressources techniques (fiche de formation, études de cas, exercices OSINT, outils numériques) des formations pour les journalistes fact-checkers	Au plus tard dix (10) jours avant la réalisation de chaque Prestation demandée
<b>Support de formations régionales en ligne au fact-checking</b> (fiche de formation, contenu des modules, outil d'inscription et de suivi des personnes participantes, liste validée des personnes participantes)	Au plus tard quinze (15) jours avant la réalisation de chaque Prestation demandée
<b>Programme des formations des personnes formatrices</b> (droits humains, fact-checking, investigation numérique), fiches de formation, et outils pédagogiques pour les personnes formatrices formées	Au plus tard un (1) mois avant la réalisation de chaque Prestation demandée
<b>Rapports des formations</b> de journalistes ou journalistes fact-checkers (synthèse des formations, liste d'émargement des personnes participantes, questionnaires de pré et post-formation, recommandations)	Au plus tard dix (10) jours après la fin de chaque Prestation demandée
<b>Rapports des formations régionales de personnes formatrices</b> (synthèse des formations, liste d'émargement des personnes participantes, questionnaires de pré et post-formation, recommandations)	Au plus tard dix (10) jours après la fin de chaque Prestation demandée
<b>Rapports intermédiaires relatif à l'exécution des Prestations</b> (État d'avancement, liste des formations réalisées, indicateurs quantitatifs et qualitatifs)	Au plus tard six (6) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du Contrat
<b>Renseignement de tableaux de suivi de résultats</b> (tableau de bord des présences des bénéficiaires aux différentes prestations...)	Au plus tard cinq (5) jours avant la tenue des comités opérationnels
<b>Tranche Optionnelle</b>	
<b>Rapport préliminaire et plan de travail portant sur les Prestations de la Tranche optionnelle</b> (Proposition détaillée de calendrier, méthodologie, outils et personnes expertes proposé.es pour animer les Prestations demandées)	Au plus tard deux (2) mois à compter du début de l'exécution de la Tranche optionnelle.
<b>Matériel de communication et mobilisation</b> (Annonces, formulaires d'inscription, stratégie multicanale (universités, OSC, médias))	Au plus tard deux (2) mois à compter du début de l'exécution de la Tranche optionnelle.
<b>Plans pédagogiques</b> des formations pour les journalistes généralistes et des formations pour les journalistes-fact-checkers, et une fiche de formation par formation, détaillés par pays	Au plus tard un (1) mois avant la réalisation de chaque Prestation demandée
<b>Supports de formation</b> (fiches de formation, présentations, fiches pratiques, exercices, questionnaire de connaissance pré-post formation) des formations pour les journalistes généralistes	Au plus tard dix (10) jours avant la réalisation de chaque Prestation demandée
<b>Supports de formation</b> et ressources techniques (fiches de formation, études de cas, exercices OSINT, outils numériques) des formations pour les journalistes fact-checkers	Au plus tard dix (10) jours avant la réalisation de chaque Prestation demandée
<b>Support de formations régionales en ligne au fact-checking</b> (contenu des modules, outil d'inscription et de	Au plus tard quinze (15) jours avant la réalisation de chaque Prestation

suivi des personnes participantes, liste validée des personnes participantes)	demandée
<b>Programme des formations des personnes formatrices</b> (droits humains, fact-checking, investigation numérique) et outils pédagogiques pour les personnes formatrices formées	Au plus tard un (1) mois avant la réalisation de chaque Prestation demandée
<b>Rapports des formations</b> de journalistes ou journalistes fact-checkers (synthèse des formations, liste d'émargement des personnes participantes, questionnaires de pré et post-formation, recommandations)	Au plus tard dix (10) jours après la fin de chaque Prestation demandée
<b>Rapports des formations régionales de personnes formatrices</b> (synthèse des formations, liste d'émargement des personnes participantes, questionnaires de pré et post-formation, recommandations)	Au plus tard dix (10) jours après la fin de chaque Prestation demandée
<b>Rapports des formations régionales en ligne de fact-checking</b> (synthèse des formations, liste d'émargement des personnes participantes, recommandations)	Au plus tard dix (10) jours après la fin de chaque Prestation demandée
<b>Rapports intermédiaires relatif à l'exécution des Prestations</b> (État d'avancement, liste des formations réalisées, indicateurs quantitatifs et qualitatifs)	Au plus tard six (6) mois à compter du début de l'exécution de la Tranche optionnelle.
<b>Renseignement de tableaux de suivi de résultats</b> (tableau de bord des présences des bénéficiaires aux différentes prestations...)	Au plus tard cinq (5) jours avant la tenue des comités opérationnels
<b>LIVRABLES FINAUX</b>	
<b>Type de livrables</b>	<b>Echéances</b>
<b>Rapport final du Contrat de la Tranche ferme</b> (synthèse des Prestations exécutées, exemples de contenus produits pendant ou à l'issue des formations, recommandations)	Au plus tard un (1) mois à compter de la fin de l'exécution de la Tranche ferme
<b>Rapport final du Contrat de la Tranche optionnelle</b> (synthèse des Prestations exécutées – y compris le contenu produit pendant et à l'issue de la formation, analyse d'impact, recommandations) (synthèse des activités, exemples de contenus produits pendant ou à l'issue des formations, recommandations)	Au plus tard un (1) mois à compter de la fin de l'exécution de la Tranche optionnelle

Chaque livrable est soumis à CFI pour validation avant le lancement de l'activité suivante. L'ensemble des livrables pourront être rédigés en français ou en espagnol à l'exception des rapports finaux de la Tranche ferme et de la Tranche optionnelle qui devront être rédigés uniquement en français. Ils devront être transmis par courrier électronique au Responsable de projet à l'adresse suivante : [thomas.delalandre@cfi.fr](mailto:thomas.delalandre@cfi.fr).

Les langues de communication utilisées dans le cadre de cette Prestation, des réunions et de l'ensemble des livrables seront le français et l'espagnol.

Tout livrable non-rédigé en français ou en espagnol fera l'objet d'un refus par CFI, le Prestataire devra effectuer les modifications afin de se conformer aux langues imposées dans un délai qui lui sera transmis par CFI sans que cela ne fasse l'objet d'une rémunération ou compensation de quelque nature ou montant qu'elle soit.

#### **Article 4. DUREE**

La durée du Contrat est de **dix-huit (18) mois** à compter de la date de Notification du Contrat.

Le présent Contrat fait l'objet d'une (1) **reconduction de six (6) mois** dans les modalités définies au sein de cet article. La durée totale maximale du Contrat, reconduction comprise, ne pourra excéder **vingt-quatre (24) mois**. La reconduction est tacite.

Dans l'hypothèse où CFI ne souhaiterait pas reconduire le Contrat, elle notifie au Prestataire par tout moyen permettant d'en attester la réception, sa décision de ne pas reconduire au minimum un (1) mois avant la date anniversaire du présent Contrat. En cas d'absence de reconduction, aucune compensation ni indemnité de nature quelle qu'elle soit ne pourra être demandée par le Prestataire

En cas d'absence de reconduction, le Prestataire ne peut demander le versement d'indemnités et le droit à paiement acquis ne s'applique pas.

Le Prestataire ne peut pas refuser la reconduction<sup>2</sup>.

##### **4.1. Tranche ferme et Tranche optionnelle**

###### **4.1.1. Tranche ferme**

La Tranche ferme débute à compter de la Date d'entrée en vigueur du Contrat, soit la notification du Contrat par CFI. La période d'exécution de la Tranche ferme est de neuf (9) mois.

###### **4.1.2. Tranche optionnelle**

La Tranche optionnelle débute deux (2) mois minimum après la notification de la décision d'affermir cette Tranche par CFI. Cette décision sera notifiée au Prestataire par ordre de service. Cet affermissement est conditionné à l'octroi, par le Bailleur, du financement de la deuxième phase du Projet (correspondant à la Tranche optionnelle).

La période d'exécution de la Tranche optionnelle est de neuf (9) mois à compter de son affermissement.

Conformément à l'article R2113-6 du code de la commande publique, si la Tranche optionnelle est affermie avec retard ou n'est pas affermie, le Prestataire ne bénéficie pas d'une indemnité d'attente ou de dédit.

CFI est engagé uniquement sur la Tranche ferme, en revanche le Prestataire est engagé sur toutes les tranches du Contrat.

#### **Article 5. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les Prestations du Contrat seront exécutées :

- En présentiel en Argentine, Bolivie, Colombie, Équateur et Pérou pour les formations de journalistes et fact-checkers et les formations régionales de personnes formatrices
- En distanciel : au lieu habituel d'exercice du Prestataire pour les formations régionales en ligne de fact-checking, la préparation des formations et le reporting

Des réunions de travail et d'échanges pourront être organisées au siège de CFI (Issy-les-Moulineaux) ou en visio-conférence.

#### **Article 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels qui régissent le présent Contrat sont, par ordre décroissant de prévalence :

1. Le Formulaire Acte d'engagement (FAE) et son annexe financière (BPU).
2. Le Cahier des Charges (CC) et ses annexes
  - Annexe 1 : Synthèse des Prestations confiées,

---

<sup>2</sup> Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

- Annexe 2 : Déclaration de Lutte contre la Corruption et le Trafic d'influence.
- 3. Le Règlement de la Consultation (RC) et son annexe :
  - Annexe n°1 – Formulaire de Candidature (FC).
- 4. L'offre complète du Prestataire.

Seuls les exemplaires des documents composant le présent Contrat et détenus par CFI font foi.

Seules les pièces constitutives du Contrat rédigées en langue française font foi et sont opposables à CFI et au Prestataire.

Par la remise d'une offre ainsi que par la signature du Formulaire Acte d'engagement (FAE), le Prestataire accepte l'ensemble des dispositions du Contrat et les documents contractuels du Contrat visés dans le présent article et s'engage sans réserve à les respecter, en sus des dispositions de son offre qui ont valeur contractuelle. Toute clause ajoutée par le Prestataire dans son offre, contraire aux stipulations des présentes pièces est réputée non écrite et ne pourra s'en prévaloir.

En cas de contradiction ou de différence entre des documents constitutifs du Contrat, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des Parties sera recherchée.

Le Prestataire devra se conformer à tous les règlements, décrets et arrêtés en vigueur à la date du dépôt de son offre.

## **Article 7. PRIX**

### **7.1. Montant et forme des prix**

En contrepartie de la réalisation des Prestations, CFI versera au Prestataire un prix unitaire fixé dans le Formulaire Acte d'engagement (FAE).

Les prix sont indiqués dans le Contrat hors taxe à la valeur ajoutée (TVA). Les prix sont réputés fermes et complets.

### **7.2. Contenu des prix**

Les prix comprennent notamment l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les Prestations et tous les autres frais liés à l'exécution de celles-ci, notamment :

- La cession des droits de propriété intellectuelle ;
- Les frais d'assurance ;
- Les frais de secrétariat et notamment de reprographie et de timbre.

### **7.3. Frais de mission**

Le prix unitaire inclue uniquement les honoraires. Les frais éventuels relatifs aux missions (transport, hébergement, per diem, visa éventuel, etc.) des personnes expertes effectuant les Prestations au titre du présent Contrat seront remboursés au Prestataire au réel selon les règles internes de CFI. Les missions doivent être confirmées en amont par CFI et doivent faire l'objet d'un devis complémentaire soumis par le Prestataire à CFI pour validation. Le nombre de jours de prestation estimé inclue les jours d'intervention ainsi que les jours de préparation et de voyage nécessaires à la réalisation des Prestations.

### **7.4. Devises**

La devise du Contrat est l'euro.

### **7.5. Prix en cas de sous-traitance**

En cas de sous-traitance, les prix du Contrat sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le Prestataire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

## Article 8. MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

### **8.1. Avances**

Dans le cas où le Prestataire l'accepte dans le Formulaire d'Acte d'Engagement (FAE), une avance sera accordée par CFI pour un montant qui ne saurait excéder 20% du montant total de la Tranche ferme du Contrat.

### **8.2. Modalités de paiement**

CFI procèdera au paiement sur réception d'une facture accompagnée des justificatifs suivants :

Pour ce qui concerne la **Tranche ferme** :

- 20% du montant global de la Tranche ferme sera versé à la Date d'entrée en vigueur du présent Contrat, si accepté par le Prestataire dans le Formulaire de l'Acte d'Engagement (FAE).
- 50% du montant global de la Tranche ferme sera versé à compter de la réception et validation par CFI des livrables suivants parmi ceux listés à l'article 3.2.4. du présent Contrat : rapports de formation validés de cinq (5) formations organisées en présentiel pour les journalistes ou journalistes fact-checkers et rapport de formation validée de la formation régionale de personnes formatrices.
- Le solde du montant global de la Tranche ferme sera versé à l'acceptation de l'ensemble des Prestations de la Tranche ferme.

Pour ce qui concerne la **Tranche optionnelle** :

- 20% du montant global de la Tranche optionnelle sera versé sur demande écrite du Prestataire après l'affermissement de ladite Tranche.
- 50% du montant global de la Tranche optionnelle sera versé à compter de la réception et validation par CFI des livrables suivants mentionnés à l'article 3.2.4. du présent Contrat : rapports de formation validés de cinq (5) formations organisées en présentiel pour les journalistes ou journalistes fact-checkers, rapport validé de la formation régionale de personnes formatrices, et rapports validés des deux formations régionales en ligne de fact-checking.
- Le solde (30%) du montant global de la Tranche optionnelle sera versé à l'acceptation de l'ensemble des Prestations de la Tranche optionnelle.

Le mode de paiement est le virement bancaire.

### **8.3. Présentation des factures**

Les paiements seront effectués sur présentation de la facture en un (1) original, au compte ouvert au nom du Prestataire.

Les factures seront établies par le Prestataire et adressées à CFI par voie électronique à l'adresse : [thomas.delalandre@cfi.fr](mailto:thomas.delalandre@cfi.fr).

Outres les mentions légales, les factures porteront **obligatoirement** les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse complète du Prestataire ;
- Le numéro du Contrat ;
- La domiciliation bancaire du Prestataire ;
- Le numéro de la commande ;
- La date et le numéro de facture ;
- La période d'exécution des Prestations ;
- Le montant des Prestations HT et TTC.

A défaut de ces mentions obligatoires, la facture sera retournée au Prestataire et le délai de la demande de paiement sera suspendu par CFI après Notification au Prestataire par envoi par courrier

électronique ou par lettre en recommandé avec accusé de réception et jusqu'à la régularisation des mentions de la facture par le Prestataire.

#### **8.4. Délai de paiement**

Le paiement interviendra dans un délai maximal de trente (30) jours suivant la réception de la facture adressée à CFI suivant les modalités prévues à l'Article 8.2. Modalités de paiement.

Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au taux réglementaire en vigueur.

De plus, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant s'élève à quarante (40) euros.



## **CONDITIONS GENERALES**

### **Article 9. PRINCIPES ETHIQUES DE CFI**

Le Prestataire s'engage à respecter, sans réserve, les principes éthiques de CFI mentionnés ci-après :

- Le respect de la dignité humaine et de la non-discrimination, sous toutes ses formes ;
- Le respect de l'égalité femme/homme et l'absence de tout comportement et violences à caractère sexiste ;
- Le respect du Code de conduite anticorruption (disponible en libre accès au lien suivant [https://cfi.fr/sites/default/files/2022-12/code\\_conduite anticorruption\\_2022.pdf](https://cfi.fr/sites/default/files/2022-12/code_conduite anticorruption_2022.pdf))
- L'interdiction de toute coopération avec des personnes ou entités incitant à la haine et à la violence pour des raisons de race, de genre, de religion, de conception philosophique, d'orientation sexuelle ou d'appartenance à un groupe minoritaire ;
- Le respect de la liberté d'expression et de la liberté de la presse en tant que libertés fondamentales qui participent à l'équilibre démocratique d'une société ;
- Le respect de la liberté d'informer qui signifie également celle de commenter et de critiquer, dans le respect des règles déontologiques et morales communément admise.

En cas de non-respect de ces principes, CFI se réserve le droit de résilier unilatéralement et aux torts exclusifs du Prestataire, le Contrat conformément à l'Article 24. RESILIATION DU CONTRAT.

### **Article 10. REPRESENTATION DES PARTIES**

#### **10.1. Représentation de CFI**

CFI désigne en son sein une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à la représenter auprès du Prestataire, pour les besoins de l'exécution du Contrat. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par CFI en cours d'exécution du Contrat.

#### **10.2. Représentation du Prestataire**

Dès la Notification du Contrat, le Prestataire désigne en son sein une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de CFI, pour les besoins de l'exécution du Contrat, dans le respect du ou des profils décrits dans l'offre complète remise. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées à représenter le Prestataire en cours d'exécution du Contrat et après accord exprès de CFI.

Ce ou ces représentant.es sont réputé.es disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès Notification de leur nom à CFI, les décisions nécessaires engageant le Prestataire.

La représentation du Prestataire et la réalisation des Prestations par les profils décrits dans l'offre complète du Prestataire, tout au long de l'exécution du Contrat, sont un élément substantiel du Contrat.

### **Article 11. SOUS-TRAITANCE**

En cas de sous-traitance, le Prestataire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

Le Prestataire ne peut sous-traiter l'exécution des Prestations qu'à condition d'avoir obtenu de CFI l'acceptation préalable et expresse de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les tâches essentielles et celles expressément interdites à la sous-traitance, ne peuvent pas être sous-traitées par le Prestataire. En cas de non-respect de cette interdiction, CFI se réserve le droit de résilier unilatéralement et aux torts exclusifs du Prestataire, le Contrat conformément à l'Article 24. RESILIATION DU CONTRAT.

Le Prestataire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent Contrat. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Prestataire.

#### **Article 12. SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié par le Prestataire à CFI, par courrier recommandé avec accusé de réception, dès l'information portée à sa connaissance. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du Contrat.

En cas de redressement judiciaire, CFI adresse au Prestataire une mise en demeure lui demandant s'il est en capacité de poursuivre l'exécution du Contrat conformément aux dispositions contractuelles. Cette mise en demeure est adressée au Prestataire, dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code du commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code du commerce. En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du Contrat est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au Prestataire une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision du Prestataire de renoncer à poursuivre l'exécution du Contrat, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. La résiliation n'ouvre droit, pour le Prestataire, à aucune indemnité. En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du Contrat est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, CFI pourra accepter la poursuite du Contrat pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le Contrat sans indemnité pour le Prestataire.

#### **Article 13. DECLARATIONS ET GARANTIES**

##### **13.1. Déclarations et garanties**

Le Prestataire déclare et garantit à CFI, à la date d'entrée en vigueur et durant toute la période d'exécution du Contrat, que :

- i. Existence : elle est une société valablement constituée, dûment immatriculée et aucune cause de dissolution n'est intervenue la concernant ;
- ii. Capacité et autorisations : elle a la capacité et les autorisations sociales requises pour conclure le Contrat et exécuter toutes les obligations qui en découlent pour elle ;
- iii. Absence de violation : ni la signature du Contrat, ni l'exécution des obligations qui en découlent pour elle, ne sont contraires à une disposition quelconque de ses statuts, à une disposition législative ou réglementaire qui lui est applicable, à une stipulation d'un contrat ou d'un engagement auquel elle est partie ou à une décision judiciaire ou arbitrale exécutoire à laquelle elle est soumise ;

- iv. Caractère obligatoire : sous réserve des dispositions du livre VI du Code de commerce, ses engagements au titre du Contrat sont valables, lui sont opposables et peuvent faire l'objet de mesures d'exécution à son encontre conformément aux termes du Contrat.

En cas de manquement aux déclarations et garanties suscitées, CFI se réserve le droit de résilier unilatéralement et aux torts exclusifs du Prestataire, le Contrat conformément à l'Article 24.  
RESILIATION DU CONTRAT.

### **13.2. Modification de la situation juridique ou économique du Prestataire**

Le Prestataire est tenu de notifier sans délai au représentant de CFI les modifications survenant au cours de l'exécution du Contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du Contrat.

## **Article 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **14.1. Déclarations et garanties**

Le Prestataire déclare et garantit à CFI, à la date d'entrée en vigueur et durant toute la période d'exécution du Contrat, que :

- i. Existence : elle est une société valablement constituée, dûment immatriculée et aucune cause de dissolution n'est intervenue la concernant ;
- ii. Capacité et autorisations : elle a la capacité et les autorisations sociales requises pour conclure le Contrat et exécuter toutes les obligations qui en découlent pour elle ;
- iii. Absence de violation : ni la signature du Contrat, ni l'exécution des obligations qui en découlent pour elle, ne sont contraires à une disposition quelconque de ses statuts, à une disposition législative ou réglementaire qui lui est applicable, à une stipulation d'un contrat ou d'un engagement auquel elle est partie ou à une décision judiciaire ou arbitrale exécutoire à laquelle elle est soumise ;
- iv. Caractère obligatoire : sous réserve des dispositions du livre VI du Code de commerce, ses engagements au titre du Contrat sont valables, lui sont opposables et peuvent faire l'objet de mesures d'exécution à son encontre conformément aux termes du Contrat.

En cas de manquement aux déclarations et garanties suscitées, CFI se réserve le droit de résilier unilatéralement et aux torts exclusifs du Prestataire, le Contrat conformément à l'Article 24.  
RESILIATION DU CONTRAT.

### **14.2. Modification de la situation juridique ou économique du Prestataire**

Le Prestataire est tenu de notifier sans délai au représentant de CFI les modifications survenant au cours de l'exécution du Contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du Contrat.

## **Article 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **15.1. Propriété et exploitation des Résultats**

Le Prestataire cède à titre exclusif à CFI, qui accepte, la propriété des Résultats réalisés dans le cadre du présent Contrat. Le Prestataire accorde au titre du présent Article à CFI, tous les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les Résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du Contrat et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des Prestations commandées dans le cadre du Contrat.

On entend par « Résultats » tout élément, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, réalisé dans le cadre de l'exécution du Contrat, livré ou non, et pouvant faire l'objet d'une acceptation de la part de CFI. Les Résultats comprennent tous les éléments réalisés par le Prestataire dès la phase précontractuelle en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent Contrat.

CFI se réserve les droits d'utilisation et d'exploitation des publications opérées dans le cadre du présent Contrat. Néanmoins, CFI s'engage à ne pas faire d'utilisation à but commercial des livrables réalisées dans le cadre du présent Contrat.

La présente cession ne recouvre que les droits d'auteurs dit patrimoniaux et ce, dans les conditions prévues dans le présent Article. Les droits d'auteurs dits moraux en sont exclus. Ces droits moraux recouvrent la divulgation, la paternité et le respect de l'intégrité des Résultats vus en tant qu'œuvre au sens du Droit de la Propriété intellectuelle.

Cette cession des droits couvre les Résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des Prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les Résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au Contrat. Pour permettre à CFI d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du Contrat, le Prestataire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'exécution du Contrat.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans les prix du présent Contrat.

Le caractère de cette rémunération de la cession de droits d'auteur est expressément accepté par le Prestataire<sup>3</sup>.

### **15.2.Licence sur les Droits Préexistants**

CFI n'acquiert pas la propriété des Droits Préexistants. Lorsque le Prestataire incorpore des connaissances antérieures dans les Résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du Contrat ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux Résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des Résultats, le Prestataire autorise CFI à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux Résultats.

Dans l'hypothèse où une cession à titre exclusif des Résultats au profit de CFI est prévue dans le Contrat, l'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures, sauf stipulations expresses dans les documents du Contrat.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du Contrat.

Au cours de l'exécution du Contrat, le Prestataire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de CFI, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du Contrat qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux Résultats.

Le Prestataire ne peut utiliser les connaissances antérieures de CFI que dans le cadre de l'exécution du Contrat et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Le Prestataire accorde à CFI une licence libre de redevance et irrévocable sur les droits préexistants, autorisant celle-ci à exploiter ces droits dans les termes prévus dans le présent Article. Lors de la livraison des Résultats, le Prestataire peut, au besoin, fournir à CFI une liste des droits préexistants et des droits de Tiers, y compris ceux de son personnel, d'auteurs ou d'autres détenteurs de droits. Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par CFI.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du Contrat pour les utilisations prévues dans le cadre du Contrat et pour toute la durée du Contrat.

### **15.3.Garanties sur les droits cédés**

Le Prestataire garantit être titulaire de l'ensemble des droits des Résultats faisant l'objet du Contrat, qu'il est libre de céder seul l'intégralité des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle sur les Résultats. Le Prestataire certifie qu'aucun engagement vis-à-vis de Tiers ou droits d'un Tiers n'interdit cette cession. Le Prestataire garantit à CFI la jouissance pleine, entière et libre de toute servitude des droits cédés contre tous troubles, revendications, réclamations et évictions quelconques, y compris en ce qui concerne les droits préexistants, pour toutes les exploitations envisagées par CFI, sous réserve de tromperie ou de dissimulation par un Tiers à l'insu du Prestataire.

---

<sup>3</sup> Conformément à l'article L.131-4 du Code de la Propriété Intellectuelle.

A première demande dûment explicitée et notifiée de CFI, le Prestataire doit pouvoir démontrer par le biais de preuves tangibles et effectives la propriété ou les droits d'exploitation de tous les droits préexistants et droits de Tiers énumérés, sauf en ce qui concerne les droits détenus par CFI. Le Prestataire garantit CFI contre toute action de Tiers ayant pour fondement un dommage causé par l'usage de ses données ou par l'intervention de l'un de ses préposés.

A cet effet, dans le cas où le Prestataire ferait l'objet d'une action d'un Tiers, il s'engage à en informer CFI par lettre recommandée avec accusé réception dans un délai de quinze (15) jours. Les Parties s'accordent sur une stratégie de défense commune.

En cas d'action judiciaire, le Prestataire prend seul en charge :

- les honoraires de l'avocat qui aurait été choisi d'un commun accord ;
- les dommages et intérêts, pour les seuls dommages directs, auxquels une ou les Parties seraient condamnées de manière définitive.

Le Prestataire prend à sa charge tout dommage et intérêt auquel CFI, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des Résultats et des connaissances antérieures non conformes aux stipulations du Contrat.

Sur simple demande, le Prestataire s'engage, à ses frais, à remplacer les Résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à CFI de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du Contrat.

#### **15.4.Droits d'auteur**

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent Contrat ainsi que les Résultats sont confidentiels et appartiennent exclusivement à CFI.

Le Prestataire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent Contrat aux seules fins de son exécution.

Le Prestataire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des Prestations du présent Contrat, sauf autorisation préalable et expresse de CFI. Le Prestataire s'engage à ce que l'exploitation des Résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de CFI, sous réserve du respect des obligations de confidentialité. La publication mentionne que les Résultats ont été financés par CFI.

##### **15.4.1.Droits de représentation**

Les droits de représentation sont cédés pour toute communication au public.

Les prises de vues sélectionnées pourront être représentées par tout procédé connu, notamment par toute technique de projection, sous forme de tirages photographiques, aux moyens de vidéogrammes à des fins d'exposition, de promotion, de consultation, y compris pour toute communication dans un lieu public. Les droits de représentation comprennent également toute diffusion par télédiffusion en ligne, ou par tout moyen de télécommunication, notamment par tout réseau ouvert ou fermé. Le droit de diffusion couvrira également la diffusion dans les réseaux internes de personne morale de droit privé ou public.

##### **15.4.2.Droits de reproduction**

Les droits de reproduction cédés comprennent le droit de reproduire par tout procédé de fixation utilisant les supports connus, notamment papier, film, bande audiovisuelle, CD, DVD et d'une manière

générale sur tout support optique, numérique, magnétique ou électronique, ainsi que par tout moyen nécessaire à l'exercice des droits de représentation.

Les droits de reproduction comprennent le droit de fixation sur toute mémoire d'ordinateur, sur des serveurs, toute reproduction à partir d'appareil de téléphonie, et sur tout équipement de consultation de livre numérique. Ces droits comprennent aussi le droit de procéder à toute édition graphique, pour toute publication, catalogue, affiche, carton d'invitation, dossier de presse ou support de communication. Chaque adaptation ou exploitation sous une forme non prévisible ou non prévue à la date d'Entrée en vigueur fera l'objet d'une cession de droits d'auteur. Pour chaque nouvelle édition, le montant des droits devra être réactualisé.

La cession est faite pour avoir effet dans le monde entier pour tout le temps que dureront les droits de propriété littéraire et artistique du Prestataire, de ceux de ses héritiers ayants droit et représentants d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales actuelles ou futures sur la propriété intellectuelle.

#### 15.4.3.Droit moral

Pour les utilisations prévues dans le cadre du présent Contrat, il sera fait mention des crédits photographiques d'usage, le nom du photographe sera indiqué. Le cas échéant, le Prestataire en sa qualité de photographe se verra soumettre pour approbation les traitements graphiques effectués aux fins de l'élaboration des différents produits éditoriaux, notamment les changements de couleur, les recadrages, les reproductions afin de vérifier qu'ils ne dénaturent pas son œuvre et ne portent pas atteinte à son droit moral.

<b>Article 16. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE</b>
--------------------------------------------------

Le Prestataire, ainsi que tout représentant travaillant pour le compte de, s'engage à ne divulguer aucune information ni aucun document dont il aura eu connaissance lors de l'exécution du Contrat. Le Prestataire s'engage à garder strictement confidentielle les informations confidentielles identifiées comme telles appartenant à CFI dont il aurait eu connaissance à l'occasion du présent Contrat et à ne les utiliser que dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Cette obligation s'applique au personnel du Prestataire ainsi qu'aux sous-traitants. Les informations confidentielles reçues d'une Partie ne pourront être utilisées par la Partie réceptrice que dans le cadre du Contrat, aux fins de réaliser les actions qui lui incombent à ce titre. Toute autre utilisation sera soumise à l'autorisation écrite préalable de la Partie divulgateuse.

La Partie réceptrice prendra toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des informations confidentielles. Elle s'engage à apporter aux informations confidentielles qui lui auront été communiquées le même degré de vigilance que celui avec lequel elle traite et protège ses propres informations contre une divulgation publique.

Cette obligation de confidentialité définie au présent article demeurera en vigueur pendant la durée du Contrat et les cinq (5) années suivant son expiration ou sa résolution.

CFI s'engage, pour sa part, à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le Prestataire que celui-ci aurait désigné comme tel dans le cadre de l'exécution du Contrat et à faire prendre le même engagement par son personnel affecté au Contrat.

Toutefois, la confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou deviennent publics.

En cas de non-respect par le Prestataire des obligations résultant du présent article, le Contrat sera résilié pour faute du Prestataire conformément aux dispositions de l'Article 24. RESILIATION DU CONTRAT.

#### **Article 17. TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES**

Les Parties s'engagent à se conformer à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment à la Loi Informatique et Libertés et le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 (ci-après « RGPD »).

Les traitements de données ont pour base le présent Cahier des Charges.

Les données sont traitées pour des finalités déterminées, afin de permettre aux Parties d'assurer la gestion, la fourniture des Prestations ainsi que, de manière générale, assurer l'exécution du présent Cahier des Charges.

Les données sont conservées pendant toute la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées. A l'issue des durées de conservation, les Parties procèderont à l'effacement définitif des données encore en leur possession.

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et d'organisation appropriées pour assurer la protection des données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés ainsi que toute autre forme de traitement illicite.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés et au RGPD, les personnes concernées par les traitements disposent d'un droit d'accès, de limitation, de rectification, de portabilité, d'opposition et de suppression des données les concernant. Les personnes concernées disposent également du droit de définir des directives définissant la manière dont ils entendent que soient exercés, après leur décès, ces droits.

Pour CFI, les personnes concernées peuvent exercer ces droits en adressant un courrier à CFI au 62 rue Camille Desmoulins – 92130 Issy-les-Moulineaux.

Les personnes concernées disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

#### **Article 18. PROTECTION ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Les obligations qui s'imposent au Prestataire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

CFI se réserve le droit de demander à tout moment au Prestataire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Prestataire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.



**Article 19. SÉCURITÉ**

Les présentes Prestations nécessitent que soit accordée la plus grande vigilance à la sécurité de chaque personne. Le Prestataire s'engage à prendre toute mesure utile et/ou nécessaire à sa sécurité et à la sécurité de chaque sous-traitant avec qui il collabore ou sera amené à collaborer dans le cadre de l'exécution des Prestations.

En cas d'atteinte à sa sécurité, volontaire ou involontaire, indépendamment de sa gravité, le Prestataire demeure seul responsable et devra assumer pleinement l'ensemble des conséquences qui en découlerait.

**Article 20. RESPONSABILITE**

Le Prestataire demeure responsable de plein droit à l'égard de tout Tiers, des dommages de toute nature susceptibles de leur être causés tant par lui que par ses préposés, ses sous-traitants éventuels ou toute personne à laquelle le Prestataire ferait appel pour l'assister ou exécuter en ses lieux et place une obligation ou Prestation résultant du Contrat, dommages pouvant survenir, aussi bien en cours de réalisation des Prestations, qu'après réalisation des Prestations comme conséquences directes du fait même de ces Prestations.

**Article 21. ASSURANCE**

Le Prestataire assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages de toute nature, consécutifs ou non, du fait de la réalisation des Prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par des polices d'assurance, souscrites auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables, destinées à couvrir l'ensemble de ses responsabilités civiles et professionnelles, pour des montants en rapport avec l'importance des Prestations confiées.

À tout moment durant l'exécution du Contrat, le Prestataire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande de CFI et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Dans le cadre de missions professionnelles effectuées par le Prestataire pour le compte de CFI en dehors de son lieu d'activité professionnelle habituelle, et d'une durée inférieure à 365 jours consécutifs, CFI souscrira et maintiendra à ses frais la police d'assurance « Missions professionnelles » avec pour objet de garantir au Prestataire une couverture des risques correspondants durant sa mission professionnelle et selon les garanties proposées par l'assurance « Missions professionnelles » de CFI.

**Article 22. FORCE MAJEURE**

La force majeure est définie aux fins du présent Contrat comme tout événement, fait ou circonstance extérieur, imprévisible et irrésistible, indépendant de la volonté des Parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

Aucune des Parties n'est considérée comme ayant manqué ou ayant contrevenu à ses obligations contractuelles si elle en est empêchée par une situation de force majeure survenue soit après la date de Notification du Contrat, soit après la date de son entrée en vigueur. Chacune des Parties sera exonérée de toute responsabilité en cas de manquement total ou partiel même temporaire à une ou plusieurs de ses obligations découlant du présent Contrat, qui serait causé par un cas de force majeure.

En cas de survenance d'une situation qu'elle considère comme un cas de force majeure, la Partie concernée notifie sans délai l'autre de la situation par tout moyen permettant d'attester la date exacte de réception en précisant la nature du ou des événements visés, leur impact sur sa capacité à remplir ses obligations telles que prévues au Contrat ainsi que tout document justificatif attestant de la réalité du cas de Force majeure.

La charge de la preuve de l'existence et de l'effet de ces circonstances exonératoires incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de survenance d'une cause exonératoire, les parties s'engagent chacune pour ce qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales de l'exécution des engagements.

Dans l'hypothèse où la Partie invoquant une situation de force majeure parviendrait à la caractériser ses obligations concernées seront suspendues pour un délai trente (30) jours.

Toute suspension d'exécution du Contrat par application du présent article sera strictement limitée aux engagements dont les circonstances de force majeure auront empêché l'exécution et à la période durant laquelle les circonstances de force majeure auront agi. En tout état de cause, les Parties s'efforceront de bonne foi de prendre toutes mesures raisonnablement possibles en vue de poursuivre l'exécution des Prestations.

Passé le délai de suspension des obligations, si la situation de force majeure se poursuit, le Contrat sera résolu de plein droit sans que cette résiliation n'ouvre droit à l'obtention d'une quelconque indemnité pour l'une ou l'autre des Parties.

## **Article 23. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES**

### **23.1. Règlement amiable**

CFI et le Prestataire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du Contrat ou à l'exécution des Prestations objet du Contrat.

### **23.2. Droit applicable - Tribunal compétent**

Le Contrat est soumis au droit français.

En cas de litige relatif à l'interprétation des stipulations du Contrat ou à l'exécution des Prestations objet du Contrat, le tribunal compétent est le tribunal de judiciaire de Nanterre.

La survenance d'un éventuel litige entre les Parties ne dispense en aucun cas une Partie de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent Contrat. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du Contrat, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Conformément à l'article L. 211-10 du Code de l'organisation judiciaire, dans les cas et conditions prévus par le Code de la propriété intellectuelle, des tribunaux judiciaires spécialement désignés sont compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle.

## **Article 24. RESILIATION DU CONTRAT**

### **24.1. Principes généraux**

CFI peut mettre fin à tout moment à l'exécution du Contrat avant l'achèvement de celui-ci dans les conditions prévues aux Articles suivants.

La décision de résiliation du Contrat est notifiée au Prestataire par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa Notification.

Les articles qui suivent précisent, selon les cas, si le Prestataire peut prétendre à une indemnisation du fait de la résiliation.

### **24.2. Résiliation judiciaire**

En cas de manquement de l'une des Parties à ses obligations contractuelles dans des cas autres que ceux visés au présent Article, la résiliation doit être demandée par l'autre Partie conformément aux dispositions des articles 1224, 1227 et 1228 du Code civil.

### **24.3. Résiliation**

CFI pourra, de sa propre initiative ou à la demande du Prestataire, mettre fin au Contrat de plein droit sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, dans les cas suivants :

- a) Lorsque le Prestataire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le Contrat du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure tel que défini à l'Article 22. FORCE MAJEURE ;
- b) En raison d'une décision de la France ou de l'Union européenne de suspendre la coopération, même partiellement ou temporairement, avec un ou plusieurs pays partenaire(s) y compris lorsqu'elle n'implique pas la suspension du financement du Contrat ;
- c) En raison de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire ou modifier l'exercice de certaines Prestations ;
- d) Lorsque l'exécution du Contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions du Code de la commande publique.

Le Contrat sera résolu de plein droit, au plus tard trente (30) jours après la date de Notification de l'évènement à l'autre Partie, sans que cette résiliation n'ouvre droit à l'obtention d'une quelconque indemnité pour l'une ou l'autre des Parties.

### **24.4. Résiliation pour un autre motif**

Les Parties peuvent résilier conjointement le Contrat pour quelque motif que ce soit. La résiliation ne pourra intervenir qu'après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception adressée par la Partie qui souhaite résilier le Contrat. La résiliation prendra effet trois (3) mois à compter de la date de réception de cette Notification.

En cas de résiliation à l'initiative de CFI, l'indemnisation du Prestataire est limitée, sur la base des justificatifs produits par le Prestataire, à la part des frais et investissements éventuellement engagés pour la stricte exécution du Contrat et qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des Prestations effectuées.

## **24.5. Résiliation pour faute du Prestataire**

### **24.5.1. Résiliation pour faute**

CFI peut résilier le Contrat de plein droit sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire et sans délai, en cas de fautes répétées ou d'une faute d'une gravité suffisante du Prestataire dans l'exécution du Contrat, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, notamment dans les hypothèses non limitativement énumérées suivantes :

- (a) Le Prestataire ne respecte pas ses obligations au titre du présent Contrat ;
- (b) Le Prestataire est responsable d'un retard dans l'exécution des Prestations qui empêcherait leur bon déroulement ;
- (c) Le Prestataire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et/ou réglementaires et/ou contractuelles relatives à la sous-traitance ;
- (d) Le Prestataire ne respecte pas les principes éthiques de CFI prévus à l'Article 9. PRINCIPES ETHIQUES DE CFI ;
- (e) Le Prestataire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'Article 21. ASSURANCE ;
- (f) Postérieurement à la signature du Contrat, les renseignements ou documents produits par le Prestataire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du Contrat, s'avèrent inexacts ;
- (g) Le Prestataire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- (h) Le Prestataire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- (i) Le Prestataire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du Contrat, à des actes frauduleux ou de corruption, contraires au Code de conduite de CFI dont il a pu prendre connaissance à l'adresse suivante : <https://alertefrancemm.com/?action=showFooterLink&id=4> ;
- (j) Le Prestataire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- (k) Postérieurement à la signature du Contrat, le Prestataire est placé dans l'un des cas l'interdisant de soumissionner prévus par l'article L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique.

Sauf dans les cas prévus aux j) et k) ci-dessus ou en cas d'urgence, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Prestataire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, CFI informe le Prestataire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations pour remédier au manquement.

### **24.5.2. Conséquences de la résiliation pour faute**

La résiliation du Contrat ne fait aucunement obstacle à la possibilité laissée à CFI d'exercer une ou plusieurs actions civiles et/ou pénales qui pourraient être intentées contre le Prestataire.

Le Prestataire ne pourra prétendre, en cas de résiliation pour faute, à aucune indemnité de quelque montant qu'elle ne soit ni aucune autre compensation de quelque nature qu'elle soit.

## Annexe 1 : Synthèse des Prestations confiées

La durée totale du Contrat (deux tranches comprises) est de dix-huit (18) mois à compter de Notification du Contrat.

Le présent Contrat comprend une Tranche ferme et une Tranche optionnelle :

- Les Prestations de la Tranche ferme seront réalisées pendant les neuf (9) mois qui suivent la Notification du Contrat.
- Les Prestations de la Tranche optionnelle seront réalisées pendant les neuf (9) mois qui suivent l’affermisssement de la Tranche optionnelle. La Tranche optionnelle sera affermie au plus tard deux (2) mois avant son démarrage, par ordre de service. Cet affermisssement est conditionné à l’octroi, par le bailleur, du financement de la deuxième phase du Projet (correspondant à la Tranche optionnelle).

TRANCHE FERME		
Prestations attendues	Nombre de Prestations	Lieu d’exécution
1. Préparation et animation de formations de trois (3) jours pour des journalistes généralistes.	5 formations	Présentiel, 1 formation par pays partenaire : Argentine, Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou
2. Préparation et animation de formations de trois (3) jours pour des journalistes pratiquant le fact-checking.	5 formations	Présentiel, 1 formation par pays partenaire : Argentine, Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou
3. Préparation et animation d’une formation régionale de deux (2) jours de personnes formatrices à destination des professionnelles et professionnels des médias issus des cinq (5) pays partenaires.	1 formation	Présentiel, 1 formation organisée dans un des cinq pays partenaires (Argentine, Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou)
TRANCHE OPTIONNELLE		
Prestations attendues	Nombre de Prestations	Lieu d’exécution
1. Préparation et animation de formations de trois (3) jours pour des journalistes généralistes.	5 formations	Présentiel, 1 formation par pays partenaire : Argentine, Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou
2. Préparation et animation de formations de trois (3) jours pour des journalistes pratiquant le fact-checking.	5 formations	Présentiel, 1 formation par pays partenaire : Argentine, Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou
3. Préparation et animation de deux (2) formations en ligne au fact-checking à destination d’étudiantes/étudiants en journalisme, de personnes créatrices de contenus et de membres d’organisations de la société civile.	2 formations	Distanciel
4. Préparation et animation d’une formation régionale de deux (2) jours de personnes formatrices à destination des professionnelles et professionnels des médias issus des cinq (5) pays partenaires.	1 formation	Présentiel, 1 formation organisée dans un des cinq pays partenaires (Argentine, Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou)

## **Annexe 2 : DECLARATION DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE**

Nous attestons avoir intégralement lu, compris et accepté, sans réserve aucune, le Code de Conduite anticorruption (accessible en libre-accès au lien suivant [https://cfi.fr/sites/default/files/2022-12/code\\_conduite\\_anticorruption\\_2022.pdf](https://cfi.fr/sites/default/files/2022-12/code_conduite_anticorruption_2022.pdf)).

Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de nos employé(e)s, ni des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants, collaborateurs ou collaboratrices ou de nos sous-traitants, dans l'un des cas qui serait contraire à une ou plusieurs disposition(s) du Code de Conduite anticorruption.

Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos employé(e)s, membres de notre groupement, de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants, collaborateurs et collaboratrices, nos sous-traitants, sans réserve aucune, chacune des dispositions du Code de Conduite anticorruption. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun de nos employé(e)s, ni des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants, collaborateurs ou collaboratrices ou de nos sous-traitants, dans une situation qui serait, même potentiellement, contraire à une ou plusieurs disposition(s) de la LOI n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos employé(e)s, membres de notre groupement, de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants, collaborateurs et collaboratrices, nos sous-traitants, sans réserve aucune, chacune des dispositions de la LOI n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

Nous nous engageons à communiquer sans délai à CFI tout changement, quel qu'il soit, susceptible de contrevenir ou constituer un manquement à la présente Déclaration.

Nous attestons avoir pris connaissance et accepter qu'en cas d'atteinte et/ou manquement, quel qu'il soit, volontaire ou involontaire, indépendamment de sa gravité, à l'une ou plusieurs des dispositions susmentionnées CFI pourra mettre fin unilatéralement au présent Contrat conformément à l'Article 22.5. Résiliation pour faute du Prestataire.

Nom, prénom du Prestaire : [à compléter]

En tant que : [à compléter]

Dûment habilité à signer pour et au nom de<sup>4</sup> : [à compléter]

Signature : \_\_\_\_\_

A : [à compléter]

En date du : [à compléter]

**FIN DU CAHIER DES CHARGES (CC)**

---

<sup>4</sup> En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire ou du consultant joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire ou le consultant.